

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018-2019

CLOS LE 30 JUIN 2018

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	13

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le premier trimestre clos le 30 juin 2018 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2017-2018* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant, fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada ou CDC, est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) visant l'expansion du centre des données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de service suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

L'équipe des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

L'équipe des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

L'équipe des Services de gestion des projets et des programmes offre des conseils quant aux besoins en matière d'infrastructures, de planification de programmes et de contrôle des calendriers et des documents.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, l'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

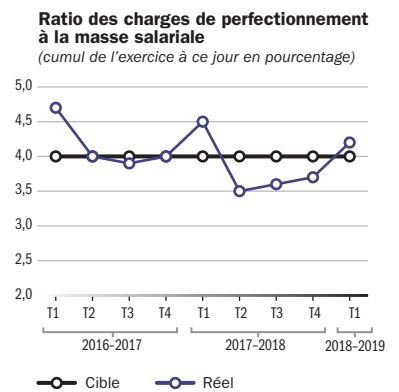
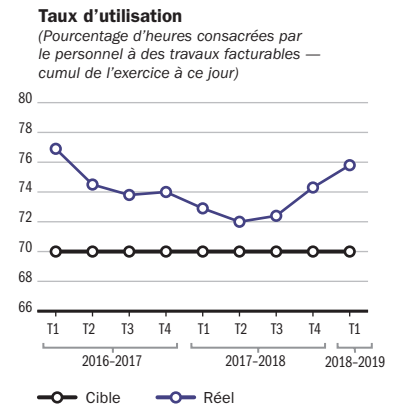
3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le premier trimestre de 2018-2019, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 75,7 %, en hausse par rapport aux 72,8 % de la période correspondante de 2017-2018. Cette hausse s'explique par le fait que le client-partenaire avait planifié ses activités d'approvisionnement au quatrième trimestre de 2017-2018 afin que les projets soient prêts à mettre en œuvre au début de l'exercice.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

La capacité de CDC à servir ses clients-partenaires repose largement sur les compétences de son personnel, comme quoi le maintien d'un effectif qualifié et professionnel constitue l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2018-2019, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.



Pour le premier trimestre de 2018-2019, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 4,2 %, en baisse par rapport à 4,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à un an plus tôt.

4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2017-2018*.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2018. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2017.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 28 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 3,1 millions de dollars, ou d'environ 12 %, par rapport à un an plus tôt. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de 4,5 % des taux de facturation pour tous les secteurs de service par rapport à l'exercice précédent et à la demande accrue de services de la part du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 9 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant en cela l'augmentation des taux de facturation et l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont progressé de 20 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est attribuable à des taux de facturation plus élevés et à une demande accrue du MDN pour ce service.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 14 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la hausse des taux de facturation et de la demande du MDN pour cette activité.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 22 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de la hausse des taux de facturation et de la demande du MDN, par suite du plus grand nombre de projets pour lesquels nous nous sommes occupés de l'approvisionnement en début d'exercice.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 3 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient aux taux de facturation plus élevés, la demande pour ce service ayant été analogue à celle de l'exercice précédent.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 4 % au premier trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à des taux de facturation plus élevés, la demande du MDN pour ce service ayant été analogue à celle de l'exercice précédent. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Gestion des marchés	12 263 \$	11 233 \$	1 030	9 %
Planification de projets	7 618	6 329	1 289	20 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 472	2 161	311	14 %
Approvisionnement	2 035	1 674	361	22 %
Soutien technique en matière de construction	2 022	1 966	56	3 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 543	1 485	58	4 %
Total des produits	27 953 \$	24 848 \$	3 105	12 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 831 000 \$ pour le premier trimestre, en hausse de 480 000 \$, ou environ 137 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation est liée au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements recouverts	831 \$	351 \$	480	137 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 26 000 \$, ou 14 %, au premier trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la composition des placements. À mesure que des obligations sont arrivées à échéance, la Société en a réinvesti les fonds dans des certificats de placement garanti, qui sont des placements à moins long terme que les obligations et qui rapportent moins d'intérêts, afin de répondre à ses besoins de trésorerie prévus pour les prochaines années.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Produits financiers	155 \$	181 \$	(26)	-14 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 20,0 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 90 000 \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 1 %, ou neuf ETP, par rapport à la clôture du premier trimestre de 2017-2018. Le taux salarial a augmenté de 3,25 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une augmentation en fonction du coût de la vie de 1,5 % et d'une augmentation en fonction du rendement de 1,75 %. Même si l'effectif en ETP a augmenté de 1 % et les salaires de 3,25 %, le taux salarial n'a pas augmenté au même rythme en raison du roulement de personnel. Dans bien des cas, les nouveaux employés ont été embauchés à un salaire inférieur à celui des employés qui ont quitté les rangs de la Société, ce qui a limité l'augmentation globale des salaires.

Les charges sociales totalisent 5,6 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 638 000 \$, ou environ 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation du coût des prestations d'assurance-maladie complémentaire, qui ont augmenté au renouvellement vers le fin de 2017-2018. Cette hausse a également fait monter les charges à payer au titre des avantages sociaux futurs. Au premier trimestre de l'exercice en cours, les charges sociales en pourcentage de la masse salariale ont augmenté de 3 points de pourcentage. L'effet combiné des hausses des prestations d'assurance-maladie et des avantages sociaux futurs a fait augmenter de 2,25 points les charges sociales en pourcentage de la masse salariale. Le reste de la hausse est attribuable aux augmentations générales du coût des prestations du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Salaires	20 069 \$	19 979 \$	90	0 %
Charges sociales	5 589	4 951	638	13 %
	25 658 \$	24 930 \$	728	3 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	28 %	25 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 1,9 million de dollars pour le premier trimestre de 2018-2019, en baisse de 102 000 \$, ou 5 %, par rapport au premier trimestre de 2017-2018. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après. Certains montants de l'exercice précédent ont dû être reclassés pour être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation		Analyse de la variation
			\$	%	
Loyers	423 \$	481 \$	(58)	-12 %	La baisse est due à un remboursement reçu du locateur à la suite d'une réévaluation des taxes foncières de la Société au trimestre en cours.
Entretien informatique	345	391	(46)	-12 %	La baisse est due à la négociation de tarifs plus avantageux pour des contrats d'entretien de logiciels de productivité.
Formation et perfectionnement	294	312	(18)	-6 %	La baisse est due au calendrier des activités de formation et de perfectionnement.
Honoraires professionnels	212	222	(10)	-5 %	La baisse est due au moindre recours aux services de professionnels des ressources humaines.
Téléphonie et communications	197	202	(5)	-2 %	La variation est négligeable.
Déplacements professionnels	165	137	28	20 %	La hausse tient aux moments auxquels les déplacements ont été prévus.
Services, fournitures et matériel de bureau	52	62	(10)	-16 %	La baisse tient au calendrier des achats de services et de matériel de bureau.
Hébergement	49	27	22	81 %	La hausse tient au calendrier des réunions internes qui ont nécessité un hébergement.
Service client et communications	29	37	(8)	-22 %	La baisse est liée à la diminution des coûts associés à la mise en œuvre de l'intranet.
Recrutement	27	–	27	100 %	La hausse tient à l'intensification des activités de recrutement au premier trimestre par rapport à un an plus tôt, du fait de la plus grande demande de services.
Mobilier et agencements	21	8	13	163 %	La hausse est attribuable à l'augmentation des achats de matériel ergonomique et d'équipements de sécurité.
Logiciels	17	14	3	21 %	La hausse est liée à l'augmentation des achats de logiciels de productivité.
Abonnements et adhésions	17	18	(1)	-6 %	La variation est négligeable.
Réinstallation d'employés	15	56	(41)	-73 %	La baisse est due au calendrier des activités de réinstallation d'employés.
Impression et papeterie	13	12	1	8 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	6	24	(18)	-75 %	La baisse tient au fait que la Société a commencé à louer des appareils informatiques personnels au lieu de les acheter.
Affranchissement et transport de marchandises	6	5	1	20 %	La variation est négligeable.
Autres	18	–	18	100 %	La hausse tient à l'augmentation des coûts de location de matériel de bureau, à la sortie d'immobilisations corporelles et aux frais bancaires.
Total	1 906 \$	2 008 \$	(102)	-5 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements représentent les charges engagées par la Société pour des déplacements et d'autres décaissements liés aux travaux réalisés pour le MDN. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 831 000 \$ pour le premier trimestre, en hausse de 480 000 \$, ou environ 137 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation est liée au moment où les frais de déplacement et décaissements ont été engagés par la Société en lien avec les travaux exécutés pour le MDN.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Frais de déplacement et décaissements	831 \$	351 \$	480	137 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Au premier trimestre, la dotation aux amortissements a diminué de 2 %, ou 6 000 \$, par rapport au premier trimestre de 2017-2018. L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué en raison du faible nombre d'entrées au portefeuille d'actifs à l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	259 \$	250 \$	9	4 %
Amortissement des actifs loués	24	24	0	0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	36	51	(15)	-29 %
Total	319 \$	325 \$	(6)	-2 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le premier trimestre de la Société s'est soldé par un bénéfice net et un bénéfice global de 224 000 \$, comparativement à une perte nette et une perte globale de 2,2 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent – ce qui correspond à une hausse de 110 %. La hausse du résultat d'un exercice à l'autre, qui est passée d'une perte à un bénéfice, découle de la majoration de 4,5 % des taux de facturation et d'une plus grande utilisation du personnel. Ces augmentations ont fait monter la marge brute, ce qui cadre avec l'objectif que s'est donné la Société de dégager un résultat qui dépasse légèrement le seuil de rentabilité.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Résultat net et résultat global	224 \$	(2 236) \$	2 460	110 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2017-2018*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisaient 20,5 millions de dollars au 30 juin 2018, en baisse de 2,2 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018.

Au 30 juin 2018, le solde de trésorerie s'éleva à 1,6 million de dollars, en baisse de 2,3 millions de dollars, ou 59 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Au cours du trimestre suivant le 31 mars 2018, la Société a affecté 2,1 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles, engagé 4 000 \$ en dépenses d'investissement, investi 162 000 \$ dans des placements et dépensé 20 000 \$ pour s'acquitter d'obligations locatives.

Au 30 juin 2018, les placements (courants et non courants) totalisent 18,9 millions de dollars, en hausse de 132 000 \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018. Cette hausse tient essentiellement aux intérêts touchés sur les placements détenus. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 juin 2018, les créances clients se chiffrent à 23,9 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 14,3 millions de dollars au 30 juin 2018, en baisse de 1,7 million de dollars, ou 10 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette baisse est principalement due à une diminution des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
Trésorerie	1 645 \$	3 972 \$	(2 327)	-59 %
Placements	18 861	18 729	132	1 %
Trésorerie et placements	20 506 \$	22 701 \$	(2 195)	-10 %
Créances clients	23 904 \$	23 196 \$	1 708	8 %
Passifs courants	14 332 \$	15 992 \$	(1 660)	-10 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités, estimation qui est établie tous les trois ans par un actuair. Au 30 juin 2018, la charge à payer au titre des congés de maladie et des autres avantages du personnel s'élevait à 33,3 millions de dollars, en hausse de 790 000 \$, ou 2 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
Partie courante	2 502 \$	2 502 \$	–	0 %
Partie non courante	30 753	29 963	790	3 %
Total des avantages du personnel	33 255 \$	32 465 \$	790	2 %

5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société loue des appareils multifonctions pour la copie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du premier trimestre, la valeur des actifs loués avait baissé de 27 000 \$, ou 11 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018. Cette baisse est liée à une charge d'amortissement de 24 000 \$ ainsi qu'au retrait du service d'un appareil avant terme, ce qui a entraîné une baisse de 3 000 \$.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Actifs loués	208 \$	235 \$	(27)	-11 %

Les obligations locatives à la clôture du premier trimestre avaient diminué de 23 000 \$, ou 9 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018 en raison de paiements de 20 000 \$ et du retrait d'un appareil avant terme, entraînant une baisse de 3 000 \$.

(en milliers de dollars)	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
Partie courante	96 \$	96 \$	–	0 %
Partie non courante	124	147	(23)	-16 %
Obligations locatives	220 \$	243 \$	(23)	-9 %

5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 4 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 65 000 \$, ou 94 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse tient au fait que la Société privilégie désormais la location d'appareils informatiques personnels pour ses employés à leur achat.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017	Variation	
			\$	%
Immobilisations incorporelles	– \$	2 \$	(2)	-100 %
Matériel informatique	–	60	(60)	-100 %
Mobilier et équipement	4	7	(3)	-43 %
Améliorations locatives	–	–	–	100 %
Total	4 \$	69 \$	(65)	-94 %

5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2018 sont supérieurs aux projections du *Plan d'entreprise* (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 3 % supérieurs aux projections du Plan. Cette progression tient à la hausse des niveaux d'activité au premier trimestre en raison du calendrier des processus d'approvisionnement du client-partenaire, ainsi qu'au calendrier de mise en œuvre des projets.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard sont de 58 % supérieurs aux prévisions du Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements en lien avec le travail exécuté par la Société au nom du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et charges sociales sont plus élevés que dans le Plan, en raison de l'augmentation des coûts des prestations de santé pour les employés actifs.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 39 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier de l'engagement des frais de mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité de la Société, et d'autres charges opérationnelles, dont les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

Les dépenses d'investissement sont de 99 % inférieures aux projections, la Société ayant commencé à louer des appareils informatiques personnels pour son personnel au lieu de les acheter.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

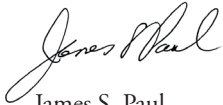
(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits tirés des services facturés	27 953 \$	27 021 \$	932	3 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	831	527	304	58 %
Produits financiers	155	125	30	24 %
	28 939	27 673	1 266	5 %
Salaires et charges sociales	25 658	25 080	578	2 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	1 907	3 129	(1 222)	-39 %
Frais de déplacement et décaissements	831	527	304	58 %
Dotation aux amortissements	319	464	(145)	-31 %
	28 715	29 200	(485)	-2 %
Résultat net et résultat global	224 \$	(1 527) \$	1 751	-115 %
Dépenses d'investissement	4 \$	431 \$	(427)	-99 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul
Président et premier dirigeant



Juliet Woodfield, CPA, CA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada
Le 29 août 2018

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2017
Actif			
Trésorerie		1 645 \$	3 972 \$
Placements	7	2 040	2 178
Créances clients	13	23 904	22 196
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 296	2 339
Autres créances		1 906	1 954
Produits courus		1 227	-
Actifs courants		32 018	32 639
Placements	7	16 821	16 551
Immobilisations corporelles	9	1 368	1 623
Immobilisations incorporelles		216	252
Actifs loués		208	235
Actifs non courants		18 613	18 661
Total de l'actif		50 631 \$	51 300 \$
Passif			
Fournisseurs et dettes diverses		11 734 \$	13 394 \$
Partie courante des obligations locatives		96	96
Partie courante des avantages du personnel	10	2 502	2 502
Passifs courants		14 332	15 992
Obligations locatives		124	147
Avantages du personnel	10	30 753	29 963
Passifs non courants		30 877	30 110
Total du passif		45 209	46 102
Capitaux propres			
Capital-actions autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Capital émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		5 422	5 198
Total des capitaux propres		5 422	5 198
Total du passif et des capitaux propres		50 631 \$	51 300 \$

Passifs éventuels (note 14)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Produits tirés des services facturés		27 953 \$	24 848 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		831	351
Produits financiers		155	181
Total des produits		28 939	25 380
Salaires et charges sociales		25 658	24 930
Charges opérationnelles et frais d'administration	12	1 906	2 008
Frais de déplacement et décaissements		831	351
Amortissement des immobilisations corporelles	9	259	250
Amortissement des actifs loués		24	24
Amortissement des immobilisations incorporelles		36	51
Charges financières		1	2
Total des charges		28 715	27 616
Résultat net de la période et résultat global		224 \$	(2 236) \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	– \$	5 198 \$	5 198 \$
Résultat net de la période		224	224
Solde au 30 juin 2018	– \$	5 422 \$	5 422 \$
<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	– \$	16 499 \$	16 499 \$
Résultat net de la période		(2 236)	(2 236)
Solde au 30 juin 2017	– \$	14 263 \$	14 263 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net de la période		224 \$	(2 236) \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Charge au titre des avantages du personnel		967	730
Avantages du personnel versés		(177)	(102)
Amortissement des immobilisations corporelles	9	259	250
Amortissement des actifs loués		24	24
Amortissement des immobilisations incorporelles		36	51
Amortissement des primes d'investissement		30	27
Variation du fonds de roulement hors trésorerie			
Créances clients		(1 708)	(4 041)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 043	181
Autres créances		48	36
Fournisseurs et dettes diverses		(1 660)	(1 796)
Produits (charges) différés		(1 227)	232
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(2 141)	(6 644)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		(800)	(1)
Rachat de placements		638	500
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(4)	(67)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-	(2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(166)	430
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Paieement d'obligations locatives		(20)	(23)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(20)	(23)
Paieement d'obligations locatives		(2 327)	(6 237)
Trésorerie à l'ouverture		3 972	7 022
Trésorerie à la clôture		1 645 \$	785 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies*, en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense*, et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié certaines prises de position comptable dont les dates d'entrée en vigueur s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1^{er} avril 2018.

5.1 IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour la période écoulée close le 30 juin 2018, la Société a adopté IFRS 9 *Instruments financiers* (dans sa version révisée de juillet 2014). IFRS 9 présente de nouvelles règles relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture. La présente section décrit ces nouvelles règles, ainsi que leur incidence sur les états financiers de la Société.

ACTIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 remplace par un seul modèle les modèles de classement et d'évaluation d'IAS 39 *Instruments financiers* : comptabilisation et évaluation. Dans ce modèle unique, les actifs financiers sont classés et évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), soit encore à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG). Ce classement est fondé sur le modèle économique selon lequel s'effectue la gestion de l'actif financier ainsi que sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels en cause. La norme fait disparaître les catégories précédentes d'IAS 39, à savoir « détenu jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « disponible à la vente ». L'adoption d'IFRS 9 ne modifie pas la base d'évaluation des actifs financiers de la Société.

Sous IFRS 9, le calcul de la dépréciation des actifs financiers part d'un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues, par opposition au modèle fondé sur les pertes de crédit subies d'IAS 39. IFRS 9 s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs contractuels, et demande de la Société qu'elle prenne en compte des facteurs comme des informations passées, courantes et prospectives au moment de calculer les pertes de crédit attendues. La Société a retenu l'approche simplifiée pour évaluer les pertes en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances clients et autres débiteurs.

La Société ne prévoit pas subir de perte de crédit sur des actifs comme les créances clients, étant donné qu'elle tire l'ensemble de ses produits d'entités relevant du gouvernement du Canada. La Société a conclu que, en ce qui la concerne, aucune dépréciation des actifs financiers n'est requise en vertu d'IFRS 9. Elle réévaluera chaque année sa provision pour pertes sur crédit attendues.

PASSIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 présente les règles relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers de manière à rendre compte des variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la JVRN qui sont attribuables à des variations du risque de crédit de l'émetteur.

Les actifs financiers et les passifs financiers de la Société ont été classés, puis évalués dans le Rapport annuel au 31 mars 2018, comme suit :

	Classement	Évaluation ultérieure
Trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Placements	Coût amorti	Coût amorti
Créances clients	Coût amorti	Coût amorti
Autres créances	Coût amorti	Coût amorti
Autres actifs courants	Coût amorti	Coût amorti
Dettes fournisseurs	Coût amorti	Coût amorti
Charges à payer	Coût amorti	Coût amorti

5.2 IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Pour la période écoulée, la Société a appliqué IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La norme prescrit quand et comment les produits doivent être

comptabilisés et exige des entités qu'elles fournissent des informations plus détaillées et utiles aux utilisateurs. La norme, qui remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction* ainsi que plusieurs interprétations portant sur les produits, s'applique à la quasi-totalité des contrats conclus avec des clients, sauf si les contrats relèvent du champ d'application d'autres IFRS, comme IAS 16 *Contrats de location*.

IFRS 15 présente une méthode en cinq étapes pour la comptabilisation des produits. La Société a appliqué la norme selon l'approche rétrospective modifiée à la transition.

Selon le principe fondamental à la base d'IFRS 15, en vue de comptabiliser les produits des activités ordinaires, l'entité doit montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle en cinq étapes de comptabilisation des produits, à savoir : identifier les contrats conclus avec le client, identifier les différentes obligations de prestation prévues aux contrats, déterminer le prix de transaction, répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation, et comptabiliser des produits lorsqu'une obligation de prestation est remplie.

Sous IFRS 15, la Société comptabilise les produits lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert au client du contrôle des biens et services visés par cette obligation de prestation.

La note 11 présente les méthodes comptables de la Société pour ses diverses sources de produits. Hormis le fait que la Société doit fournir plus d'informations sur les transactions génératrices de produits, l'application d'IFRS 15 n'a pas grande incidence sur la situation financière ou les résultats financiers de la Société, et aucun ajustement n'est nécessaire pour les périodes comparatives.

La Société a ventilé les produits tirés de contrats conclus avec des clients en plusieurs catégories, de manière à faire ressortir dans chaque cas la nature des services rendus. Voir à la note 11 la ventilation des produits des activités ordinaires.

NOTE 6 : NOUVELLE NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

6.1 IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16 *Contrats de location*, en remplacement d'IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les contrats de location soient inscrits à l'actif ou au passif de l'état de la situation financière du preneur, elle vise une plus grande transparence et elle améliore la comparabilité entre les entreprises. La comptabilité du bailleur n'a pas changé par rapport à la pratique actuelle; il continue de classer ses contrats de location soit dans les contrats de location simple, soit dans les contrats de location-financement.

La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, l'application anticipée étant autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société n'a pas l'intention d'appliquer IFRS 16 par anticipation. La Société est à évaluer les répercussions que pourrait avoir l'application de cette norme sur ses états financiers. Un examen préliminaire des contrats de location de la Société a permis d'en faire ressortir environ sept contrats pour des locaux à bureaux qui doivent être analysés. La Société a commencé cette analyse, qui se poursuivra à l'exercice 2018-2019.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 1,8 % à 2,6 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2031 et celles des CPG, de 2019 à 2023, et la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; et c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins de un an.

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Partie courante	2 040 \$	2 178 \$
Partie non courante	16 821	16 551
Total	18 861 \$	18 729 \$

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations		
du Canada	503 \$	504 \$
de Provinces	8 023	8 032
de sociétés	3 769	4 290
Total des obligations	12 295	12 826
Certificats de placement garanti	6 525	5 725
Fonds communs de placement	41	178
Total	18 861 \$	18 729 \$

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Juste valeur		
Obligations		
du Canada	520 \$	519 \$
de Provinces	8 189	8 283
de sociétés	3 901	4 423
Total des obligations	12 610	13 225
Certificats de placement garanti	6 560	5 744
Fonds communs de placement	41	178
Total	19 211 \$	19 147 \$

NOTE 8 : PRODUITS COURUS

Il y a comptabilisation de produits courus lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 30 juin 2018, les produits courus s'élevaient à 1 227 \$, comparativement à néant au 31 mars 2018. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes données de l'exercice financier, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Coût	6 944 \$	6 940 \$
Moins le cumul des amortissements	5 576	5 317
Valeur comptable nette	1 368 \$	1 623 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	1 093 \$	1 317 \$
Mobilier et agencements	227	240
Améliorations locatives	48	66
Valeur comptable nette	1 368 \$	1 623 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2018	4 497 \$	886 \$	1 557 \$	6 940 \$
Plus les entrées	–	4	–	4
Moins les sorties	–	–	–	–
Solde au 30 juin 2018	4 497 \$	890 \$	1 557 \$	6 944 \$

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2018	3 180 \$	646 \$	1 491 \$	5 317 \$
Plus l'amortissement	224	17	18	259
Moins les sorties	–	–	–	–
Solde au 30 juin 2018	3 404 \$	663 \$	1 509 \$	5 576 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles

NOTE 10 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Partie courante des avantages du personnel	2 502 \$	2 502 \$
Partie non courante des avantages du personnel	30 753	29 963
Total des avantages du personnel	33 255 \$	32 465 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2017-2018*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017, et la prochaine est prévue pour avril 2020.

NOTE 11 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, les ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS peuvent être signés, s'il y a lieu.

Les ANS peuvent être liés à des honoraires fondés sur le temps engagé ou à des honoraires fixes (dits « à forfait »). En ce qui concerne les ANS fondés sur le temps, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que les membres du personnel de la Société fourniront au cours de l'exercice. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement engagé et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements anticipés reçus ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les clients pour les services déjà rendus et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

11.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services, au coût non majoré, dans le cadre des ANS.

11.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

11.3 LOCAUX

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN offre gratuitement au personnel de la Société des locaux à bureaux dans ses bases et escadres ainsi que dans d'autres installations appartenant au Ministère. Pour les cas où l'espace requis ne lui serait pas fourni, la Société établit ses taux de facturation horaires de manière à recouvrer ses frais de logement. Lorsque les frais de logement sont recouverts sous forme de coûts décaissés, ces décaissements sont portés en réduction du montant facturé.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.

11.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction a analysé les produits par région, par secteur d'activité et par type de contrat (honoraires fondés sur le temps ou à forfait). Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le
30 juin 2018

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2 319 \$	1 062 \$	251 \$	347 \$	177 \$	232 \$	4 388 \$
Québec	2 146	1 320	457	371	349	345	4 988
Capitale nationale	708	1 886	1 193	319	146	302	4 554
Ontario	3 506	1 292	283	466	683	395	6 625
Ouest	3 546	2 058	288	526	397	269	7 084
Services généraux	38	–	–	6	270	–	314
Total des produits, par secteur d'activité	12 263 \$	7 618 \$	2 472 \$	2 035 \$	2 022 \$	1 543 \$	27 953 \$

Trimestre clos le
30 juin 2017

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2 157 \$	800 \$	410 \$	268 \$	154 \$	177 \$	3 966 \$
Québec	2 094	1 111	395	340	208	245	4 393
Capitale nationale	569	1 616	795	270	140	365	3 755
Ontario	3 103	1 049	244	357	735	421	5 909
Ouest	3 271	1 753	315	432	498	277	6 546
Services généraux	38	–	2	8	231	–	279
Total des produits, par secteur d'activité	11 232 \$	6 329 \$	2 161 \$	1 675 \$	1 966 \$	1 485 \$	24 848 \$

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de contrat.

Région	Produits provenant des honoraires fondés sur le temps	
	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Atlantique	1 332 \$	1 448 \$
Québec	1 109	1 242
Capitale nationale/siège social	4 675	3 867
Ontario	1 801	1 952
Ouest	1 686	1 763
Total des honoraires fondés sur le temps	10 603 \$	10 272 \$

Région	Produits provenant des honoraires à forfait	
	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Atlantique	3 056 \$	2 519 \$
Québec	3 880	3 150
Capitale nationale/siège social	193	168
Ontario	4 823	3 957
Ouest	5 398	4 782
Total des honoraires fondés sur le temps	17 350 \$	14 576 \$
Total des produits	27 953 \$	24 848 \$

NOTE 12 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Loyers	423 \$	481 \$
Entretien des logiciels	345	391
Formation et perfectionnement	294	312
Honoraires professionnels	212	222
Téléphonie et communications	197	202
Déplacements professionnels	165	137
Services, fournitures et matériel de bureau	52	62
Hébergement	49	27
Services à la clientèle et communications	29	37
Recrutement	27	–
Mobilier et agencements	21	8
Logiciels	17	14
Abonnements et adhésions	17	18
Réinstallation d'employés	15	56
Impression et papeterie	13	12
Matériel informatique	6	24
Affranchissement et transport de marchandises	6	5
Autres	18	–
	1 906 \$	2 008 \$

NOTE 13 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le premier trimestre de 2018-2019, les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouverts s'élèvent à 28 784 \$, contre 25 199 \$ pour le premier trimestre de 2017-2018. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (y compris à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces charges s'élèvent à 20 \$ pour le premier trimestre de 2018-2019, contre 23 \$ pour la période correspondante de 2017-2018.

Conformément à un protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation de services ne peut occuper des installations du MDN, CDC recouvre les coûts de logement à titre de frais remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

	Au 30 juin 2018	Au 31 mars 2018
Créances		
Ministère de la Défense nationale	21 714 \$	20 186 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 792	1 702
Services partagés Canada	90	100
Centre de la sécurité des télécommunications	308	210
Services publics et Approvisionnement Canada	-	(2)
	23 904 \$	22 196 \$
Dettes		
Services partagés Canada	7 \$	9 \$
Services publics et Approvisionnement Canada	2	-
Ministère de la Justice	-	130
	9 \$	139 \$

13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 juin 2018	Trimestre clos le 30 juin 2017
Avantages à court terme	879 \$	853 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	140	92
Total	1 019 \$	945 \$

NOTE 14 : PASSIFS ÉVENTUELS

14.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2018, neuf réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 3 078 \$. Au 31 mars 2018, huit réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 2 259 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. La Société n'encourt donc aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.